

erreur en arrière ni des batailles de Marengo en avant. Tranquillisons-nous donc, et occupons-nous de sang-froid, avec tranquillité, avec une maturité digne de la grave question que nous sommes appelés à vider.

*A continuer.*

## MELANGES RELIGIEUX

MONTREAL, 7 NOVEMBRE, 1848.

### LE CANADA.

« Le fleuve St. Laurent, l'unique clef du pays, sera bientôt aux mains de tous les peuples. La libre navigation de ce fleuve, et le libre échange avec toutes les nations du Globe, ouvriront pour nous la voie des grandes réformes sociales dont le bouillonnement de la France est le précurseur. Le Canada touche à une de ces crises heureuses, qui relèvent la constitution organique d'un corps du dépérissement et de la mort. Cette crise est inévitable. Les idées l'ont préparée, les faits accomplis l'ont amenée comme une conséquence impérieuse. »

Voilà comment s'exprime la presse oppositionniste, cette presse qui cependant de toutes manières tente de mettre de la défiance entre le peuple et le gouvernement que le peuple s'est choisi. C'est ainsi que parle cette opposition acharnée, qui accuse jusqu'aux intentions des chefs actuels du gouvernement, et condamne chez eux des actes qui sont encore à venir et dont ils n'ont pas même fait connaître les détails.

Si vraiment le Canada se trouve sur le point de subir « une de ces crises heureuses » dont nous parle l'opposition, pourquoi donc cette même opposition persiste-t-elle à s'imaginer que nos chefs actuels ne nous préparent que des mesures nuisibles et subversives de nos droits et de notre prospérité ? Pourquoi persiste-t-elle à ne voir dans l'administration que des hommes qui travaillent pour l'étranger et pour eux-mêmes ? Pourquoi ne se rappelle-t-elle pas que l'occasion s'est présentée en 1843, et que ces mêmes chefs n'ont pas hésité un instant à remettre leurs portefeuilles et à quitter leurs hauts émoluments, et cela parce qu'ils croyaient avec raison que les droits du peuple étaient foulés aux pieds ?

Oh ! nous aimerions à pouvoir nous persuader que l'opposition agit ici par patriotisme et par devoir ; mais tous nous prouve le contraire. Nous examinons en effet ce qu'est ce nouveau camp qui vient se dresser ainsi en face du peuple et dont les rares soldats disent à celui-ci : « C'est ton bien que nous voulons ; nous voulons le sauver. Tes chefs te perdent ; c'est à eux que nous faisons la guerre. Laisse-les faire ; nous aurons beau jeu de ces traitres à leur pays. » Cet examen cependant nous amène à un résultat bien différent. Ces opposants quand même, ces prétendus défenseurs des droits populaires, ces nouveaux champions qui se dressent de toute leur hauteur, et qui crient : « Tout ou rien ; » ils nous représentent (moins le nombre) ces Cosaques qui en 1814 fondaient sur la France, et redisaient au peuple qu'ils venaient le délivrer de ses tyrans, et lui rendre la paix et le bonheur. Et pourtant combien le résultat n'a-t-il pas été différent ! Allez-le demander aux Français ; ils le comprennent bien aujourd'hui. Les Cosaques n'étaient que des lous revêtus de peaux de bœufs. Ils ne répandaient partout sur leur passage que la dévastation et la mort. De même en Canada, nous avons des Cosaques. Ce sont ces nouveaux patriotes qui, durant dix années se sont tenus à l'écart, craignant sans doute de troubler la douce paix dont ils jouissaient, et qui viennent aujourd'hui avec des paroles mielleuses et sous le couvert d'un nom qui fut un beau nom, condamner tout ce que l'on a fait pendant leur absence.

On a rendu du courage au peuple, après les malheureux événements de 1837 et 1838, époque à laquelle les nouveaux patriotes s'étaient évanouis comme la fumée, et n'avaient laissé pour souvenir d'eux d'autres traces que celles que laissent la dévastation et les malheurs de toutes espèces ; et aujourd'hui ils viennent vous crier : « Vous avez eu tort de rappeler ainsi le courage du peuple ! » — On n'a consulté que son cœur et son patriotisme, et l'on s'est posé dans nos Chambres Législatives en rampants entre le peuple et ceux qui voulaient sa mort : c'est encore une erreur, disent les voyageurs nouveaux patriotes ! — On n'a pas voulu, après l'établissement de l'Union, abandonner le peuple, et lui dire : « Tu es perdu. » On a mieux aimé lui crier : « Courage encore, la providence est là-haut. » — « Déception, mensonge, crime, répète à l'encre l'opposition. L'Union était donnée pour nous perdre ; il ne fallait pas s'en servir. » Mais on a beau objecter que le génie protecteur du peuple a déjoué les intentions hostiles de la métropole ; on a beau alors demander s'il fallait se croiser les bras ou bien agir. La réponse des prétendus patriotes est toujours : « L'Union était faite pour nous perdre ; il ne fallait pas s'en servir ! » Il est bien vrai que le peuple Canadien se trouvait dans la position de ce pauvre malheureux qu'on jette à l'eau ; l'infortuné, luttant trop longtemps contre les étreintes de la mort, ses ennemis s'irritent au plus haut degré, et poussent vers lui un radouin pour causer sa perte. Eh ! bien, dans sa cruelle situation et sur le point de périr, ce malheureux qui n'a pu être atteint, se dira-t-il : « On a voulu user de cela pour me submerger, je ne m'en servirai pas pour me sauver. » Oh ! non, il ne le dira pas ; autrement, ce serait un insensé. Cependant, il n'y a pas à en douter, le Canada se trouvait (proportion gardée) dans une position semblable ; et c'est dans ce danger imminent et au moment d'être anéanti, que l'opposition répète : « qu'il devait plutôt se laisser périr, que de profiter d'un moyen qui, dans l'intention de ses maîtres, était destiné à l'anéantir à toujours. »

Aujourd'hui, néanmoins, voilà que l'on chante sur une autre gamme : « Le Canada, dit-on, est au moment d'une crise heureuse. » Eh bien ! soit. Mais, si cette crise est si heureuse, dites-nous donc qui l'a préparée ? Est-ce votre opposition ? ou sont-ce les chefs que le peuple a placés au pouvoir ? Répondez, si vous avez encore le moindre amour pour votre pays « ce sont ces derniers. » Alors pourquoi donc leur déclarer une guerre éternelle ? Pourquoi défigurer leurs paroles et interpréter en mal tout ce qu'ils peuvent faire ou méditer de faire ? Est-ce par patriotisme ? est-ce par amour pour le peuple ? est-ce enfin pour obéir à la voix de votre conscience ? Oh ! non ; le patriotisme ne consiste pas en paroles et en vaines déclamations ; il ne consiste pas à dire qu'on veut le pays ; mais il consiste dans des actes, et des actes utiles au pays. Il ne consiste pas à vouloir pour soi et pour sa famille de gros émoluments, et à condamner toujours et partout tout ce qui se fait sans soi ; mais il consiste à vouloir le bien du pays, quelques soient les hommes qui sont ap-

pelés à le procurer, et à aider de son influence (si l'on en a), de ses travaux et de toutes manières ces bons travailleurs du peuple. Quand on a fait cela, et que l'on a prouvé que l'on n'agissait pas par rancune, par amour-propre aigri, ni par ambition ; alors on peut dire (et l'on sera cru) que l'on a travaillé et que l'on travaille par patriotisme ; alors seulement on pourra dire que c'est la patrie que l'on a en vue, et l'amour du peuple qui a été la règle de ses actions. Autrement, on doit entendre au fond de son cœur quelque chose qui dit qu'on fait mal. Il doit y avoir là une grande voix qui crie vengeance et qui reproche les manquements aux devoirs de la patrie ; et cette voix, tout homme qui a un cœur, tout homme qui a une intelligence à lui, doit la connaître ; c'est la voix de la conscience ! Cette voix, nous ne saurions en douter, cette voix doit certainement torturer cruellement ceux qui feignent de vouloir le bien du peuple, et qui ne sont pour celui-ci que déception et mensonge. Cette voix doit les accompagner partout ; elle ne peut leur donner de relâche ; et il faudra que tôt ou tard elle les amène à se considérer eux-mêmes et à se dire « ennemis de leurs pays, » à moins qu'ils ne quittent les armes qu'ils dirigent en ce moment contre son sein.

Maintenant que nous savons quels peuvent être les desseins et quels sont les moyens d'action des hommes qui, tantôt s'évanouissent en fumée, et tantôt se dressent sur leurs deux pieds, et essaient de se grandir pour se faire géants et imposer au peuple par leur ombre, ne pouvant le faire par leur nombre ; il ne sera pas difficile de bien apprécier leur sincérité, lors qu'ils nous disent qu'ils sont « sans ambition politique, sans jalousie contre nos hommes publics et sans fiel contre aucun de nos compatriotes ! » Pareil langage n'a pas besoin de commentaires ; c'est un avancé que détruit la conduite même de ceux qui le font.

Quant à l'adoration du « fétiche », comme ils se complaisent à le dire, ils doivent comprendre que nous aussi nous y sommes opposés ; et les paroles que nous leur dressons doivent leur prouver que, « nous avions refusé d'avance notre connivence à tous ceux qui déviaient du sentier du patriotisme et de l'honneur national ; que nous n'avions promis le silence à aucun de ceux qui provoquaient la réprobation publique ; que nous travaillions avec tous ceux qui travaillaient pour le peuple ; qu'un nom, quelque grand qu'il soit (ou ait été) ne personifiera jamais le peuple à nos yeux ; et que notre mission est belle, sainte, grande, et noble comme le peuple. »

S'ils ferment les yeux et ne veulent pas avouer ce qu'ils ne peuvent manquer de comprendre, tant pis pour eux. Nous continuerons à remplir notre devoir, et nous ne cesserons pas pour cela de les signaler au peuple, et en temps et lieux de dévoiler à celui-ci le langage et les actes de ceux qui ne respectent plus rien, et qui n'hésitent plus à s'attaquer même à nos Pontifes de l'Eglise et à tout le reste de notre respectable clergé, dont le peuple connaît les vertus et les lumières, et qui n'a besoin pour sa défense que de montrer quelle est sa vie de tous les jours.

### UNE SCÈNE.

Le Transcript d'hier contient un article éditorial qui va à dire que vendredi à la cour d'appels qui siège en ce moment à Montréal, LL. HH. les juges Rolland et Gardner, se trouvant concernés dans une affaire, se sont déclarés incompetents et incapables de siéger dans cette affaire. « Le greffier en ayant été notifié, dit le Transcript, une commission pour la nomination d'un certain nombre de juges ad hoc fut émanée, d'après laquelle MM. Cherrier, Pelletier, Drolet, Jutah, Day, Taylor et Beaudry furent déclarés « très compétents à siéger en place des parties qualifiées. » Le Transcript ajoute que cette commission arrivait tout-à-coup, les nouveaux juges se trouvant pris au dépourvu, et qu'ils eurent quelques peines à se pourvoir de cravates, robes, etc., dont ils n'étaient pas parfaitement garnis sur le moment (nous laissons au Transcript à prouver ses avancées, s'il y a lieu). Mais autre difficulté, continue notre confrère, le banc des juges se trouva trop petit pour contenir dix juges ; en sorte qu'il fallut que LL. HH. se pressassent et représsassent les uns contre les autres pour tous s'y loger. Cette partie arrangée, on s'aperçut que plusieurs de LL. HH. n'avaient pas prêté serment. Force fut donc de faire prêter ce serment et finalement voilà le banc au grand complet. En ce moment, M. Duval de se lever (dit toujours notre confrère) et de remarquer que cinq juges étaient suffisants, d'après la loi. C'était là un point de loi, et le banc de dire à son tour : « Le roi avisera. » LL. HH. se mirent à délibérer, et chose étonnante ; dit encore Transcript, au bout de quelques minutes, la délibération était finie, et la décision était que « cinq de LL. HH. auraient à abdiquer. » Après quoi chacun de rire, et la cour d'appels de lever sa séance.

### EXPLORATION.

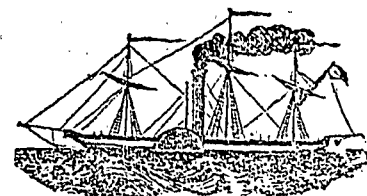
Nous apprenons que la rivière L'Assomption, depuis son embouchure jusqu'au village de ce nom et même jusqu'à celui de l'Industrie, vient d'être soigneusement explorée, pour savoir s'il serait possible de rendre cette rivière navigable, soit par le moyen d'écluses ou par le creusement ou nettoiement du lit de la rivière. On nous écrit du comté qu'il serait très possible par le moyen d'une écluse, à l'entrée de la rivière, de hausser les eaux de sept pieds, et ainsi de donner au village de L'Assomption une communication facile avec Montréal ; on ne nous dit pas ce qu'il faudrait faire pour que l'Industrie jouît des mêmes avantages. Quant à l'exploration, nous n'avons pas appris à quelle décision les explorateurs en étaient venus. En attendant que nous puissions l'annoncer à nos lecteurs, nous nous hâtons de leur livrer ces renseignements, qui doivent causer un vif intérêt et un grand plaisir. Car il s'agit de fournir à une partie importante du pays un débouché et des communications faciles.

### ETATS-UNIS.

Nous lisons dans le Morning Courier qu'un homme ne peut être pendu dans l'état du Maine, E. U., qu'au bout d'une année après le prononcé de la sentence. « En ce moment, ajoute-t-il, il s'y trouve un pauvre malheureux enfermé dans un cachot de huit pieds sur quatre (dans la prison d'Augusta) qui attend pour être pendu. Dans son cachot, il ne se trouve pas de fenêtre ; la lumière et l'air n'y pénètrent que par une petite ouverture au-dessus de la porte. On nous dit tranquillement qu'on ne croit pas qu'il vive l'hiver ! Nous sommes en effet portés à croire que non ! »

ERRATUM. — Dans notre dernière feuille, à la lettre de Pic IX, il faut lire 1848 au lieu de 1848.

### ARRIVEE DU STEAMER



HIBERNIA.

L'Hibernia est arrivée à New-York le 3, après 13 jours de traversée. Il rapporte qu'on avait beaucoup cessé de craindre le choléra en Angleterre, où 30 nouveaux cas s'étaient déclarés dans la dernière semaine. — En Irlande, on ne savait pas si O'Brien aurait sa sentence commuée ; M. Whiteside, l'avocat de l'infortuné condamné, avait préparé un writ d'erreur. O'Donoghue a été trouvé coupable ; on faisait le procès à Meagher. — En France, la popularité de Cavaignac continuait à diminuer. — En Autriche, tout est confus. L'empereur s'est réfugié en Moravie, tandis que son armée de 100,000 hommes assiège Vienne qui n'a pas été bombardée. La France se tient à l'écart, la Russie a 200,000 hommes prêts à marcher au secours de la dynastie Autrichienne. — En Italie, les Hongrois à Milan ne veulent plus sévir contre les Italiens ; ils demandent à retourner dans leur pays. On regarde comme périlleuse la position de Radetsky (le crime aurait donc sa punition). Un second rapport du télégraphe nous apprend qu'en Angleterre le choléra ne se montrait un peu matin qu'à New-Haven ; encore il n'inspirait pas de craintes sérieuses. Le gouvernement avait en conséquence ordonné la cessation des quarantaines, les regardant d'ailleurs comme inutiles. — L'empereur d'Autriche a avec lui une force considérable, et l'on pense qu'il va soulever les Slavons contre le reste de l'Autriche. Les dernières nouvelles donnaient l'avantage au peuple ; on s'attendait à des hostilités. — En Piémont l'armée de Charles Albert avait, dit-on, reçu ordre d'être prête pour le 16 octobre. — En France, on craignait des troubles de la part des républicains rouges. Il se tenait partout des Banquets socialistes, dont un était fixé pour le 22 octobre.

En Ecosse la récolte a été bonne ; l'avoine a complètement manqué en Irlande. Il arrivait en Angleterre de grandes quantités de produits de la Baltique. Le fleur du Canada était à 31c. et 32c. 6d. Le blé d'Inde avait haussé ; on en demandait pour l'Irlande ; il se vendait de 35c. à 37c. Le marché monétaire avait subi une baisse de 1 par 100.

### UNE IDÉE JUSTE.

Le mouvement actuel de l'Italie intéresse généralement tous ceux qui sympathisent avec les peuples opprimés. Il y a là un grand travail qui se fait ; un remaniement complet qui va s'effectuer. Pour l'observateur, l'Italie présente un spectacle curieux et piquant ; elle le porte, par son remuement continu, à se demander ce que va devenir cette belle péninsule. La réponse est quelque peu difficile ; nous laissons à nos lecteurs à se la faire eux-mêmes. Nous nous contentons de citer le passage suivant qu'écrivait au commencement de ce siècle cette femme si célèbre, madame De Staël : « La division des Etats, dit-elle, si favorable en général à la liberté et au bonheur, est nuisible à l'Italie. Il faudrait un centre de lumières et de puissance pour résister aux préjugés qui la dévolent. L'autorité des gouvernements républicains n'est que l'absence de l'autorité ; en Italie cette autorité serait un bien, si elle luttait contre l'ignorance des Etats séparés et des hommes isolés entre eux ; si elle combattait par l'émulation l'indolence naturelle au climat ; enfin si elle donnait une vie à toute cette nation qui se contente d'un rêve. »

### LE REPERTOIRE.

La 4e livraison du 2e Vol. du Répertoire National contient douze lettres de M. Chevalier de Lorimier, exécutées le 15 février 1839 (et non le 15 janvier comme il y est dit par erreur). Ce sont des lettres touchantes et pleines de patriotisme, qui sont bien propres, d'abord à donner une idée avantageuse de leur auteur, et ensuite à caractériser l'époque où elles ont été écrites. Nous remarquons dans la même livraison plusieurs morceaux de la plume de M. F. X. Garneau, et les adieux si fermes et si courageux que M. Chauveau adressait en 1837 à sir John Colborne à son départ du Canada. M. Barthe y est aussi cité avec avantage. Puis nous trouvons à la fin de la livraison, et au commencement de la cinquième la légende du chien d'or à Québec, par M. Soutard, suivie des observations historiques de M. Jacques Viger, ce chercheur infatigable et si bien renseigné. Viennent après plusieurs poésies de différents auteurs, et la livraison finit par les « aventures du Labrador, » qui sont à continuer. — En somme, nous croyons que l'intérêt de cette compilation se soutient bien, et que M. Huston mérite que son œuvre soit bien patronisée. C'est un avis pour ceux qui tiennent à connaître la littérature du pays.

Quelques journaux protestants d'Angleterre répandaient le bruit que le gouvernement venait d'avoir des indices certains que le clergé catholique d'Irlande avait conspiré contre l'Etat. Ce bruit est énergiquement démenti par tous les journaux catholiques et indépendants.

M. J. Dayer, de New-York est arrivé à Montréal depuis quelques jours. Ce monsieur est l'agent de l'importante et respectable publication religieuse que nous citons de temps à autre « The Freeman's Journal, » et se présente devant notre population (connaissant l'anglais) pour obtenir un nouvel encouragement à cette feuille. Nous espérons que le public saura accueillir ce Monsieur comme il le mérite, et donner au Freeman's Journal tout l'appui auquel il a juste droit. — M. Dayer se retire à l'hôtel de M. Lemis.

Nous accusons réception du Journal d'Education du Haut-Canada. Cette utile publication continue à soutenir son intérêt, et mérite l'encouragement public. Aussi, voyons-nous avec plaisir que les conseils de district pour l'éducation se hâtent de souscrire pour un grand nombre de copies. Ces gens-là comprennent qu'il ne suffit pas de parler d'une chose, mais qu'il faut agir.

### LE CHOLERA, &c.

Nous craignons d'avoir donné des frayeurs à nos lecteurs, en leur ayant annoncé l'apparition du choléra à New-York. Cette nouvelle, nous avons le plaisir de le dire, paraît être un canard américain, un vrai humbug. Car depuis six jours que le télégraphe nous l'a transmise, il garde le plus profond silence. Ainsi, revenons de nos frayeurs, serrons le camphre et le chlorure de chaux ; nous n'avons pour le moment à craindre que... l'hiver. Il s'annonce en effet sous des apparences bien peu agréables. Dimanche, durant six à sept heures consécutives, notre ville a été enveloppée dans un épais brouillard de neige, dont on voyait encore les vestiges hier matin. La pluie s'est mise de la partie dans l'après-midi d'hier, et a été suivie d'un nouveau brouillard de neige, qui a disparu ce matin.

### L'ELECTION.

Les Etats-Unis sont maintenant à élire leur Président. Voici ce que dit, entre autres choses, à ce sujet le Courier des Etats-Unis du 2 :

« Quelque estime qu'on professe pour les mérites de M. Cass, quelque capacité qu'on lui reconnaisse, il n'a pas d'autre valeur que celle qui résulte de la préférence que lui a accordée la convention de Baltimore ; il ne doit compter que sur le vote de son parti. Le général Taylor, au contraire, a porté au parti whig, qui l'a choisi, l'autorité d'un caractère que nulle calomnie n'a pu flétrir et le souvenir de glorieux services, trop récents pour qu'aucun Américain ait encore pu les oublier. Cette influence personnelle n'est certes pas à dédaigner, car elle s'exerce sur tous ceux qui ne sont pas trop étroitement enchaînés dans les liens de parti : elle peut les faire hésiter ; elle peut même les convertir. Elle agit bien plus efficacement encore sur les indifférents en politique, sur ceux qui se tournent sympathiquement vers le mérite, quelle que soit sa bannière ; et ce sont ceux-là qui doivent, si nous ne nous trompons pas, modifier le résultat prévu dans certains Etats ; ce sont ces volontaires de l'élection qui décideront la victoire en faveur du héros de Buena Vista. »

### AGRICULTURE.

Le Journal d'Agriculture Français pour novembre a été distribué hier soir dans la ville et les faubourgs, et continue à être expédié aujourd'hui aux autres abonnés. — On prie les lecteurs de faire attention aux avis qui y sont insérés relativement au paiement du montant des souscriptions.

On a fait courir le bruit qu'il venait d'éclater un différend entre les Ministres et Lord Elgin au sujet d'une journée de conseillers législatifs que le ministère, disait-on, voulait faire. Le Pilot de ce matin dit que ce bruit n'a pas le plus léger fondement.

Nous lisons dans le Journal de Québec de samedi l'article qui suit. Nous concourons dans ce qu'y dit notre confrère, et regrettons de ne pas avoir aperçu l'article du Canadien sur les tableaux vivants, car nous ne l'aurions certainement pas laissé passer sous silence. — Voici l'article du Journal :

Le Canadien nous fait la guerre au sujet de quelques lignes des Mélanges que nous avons reproduites sans dire que nous les approuvions. Vent-il admettre le principe que tout ce qui paraît d'extraits dans un journal, sans que le rédacteur y ajoute ses commentaires, ce journal est sous l'approuver ? En ce cas, nous demanderons au Canadien, s'il consent à se rendre solidaire d'un écrit qui a paru, il y a quelque temps dans ses colonnes, lequel écrit décriait l'extrême moralité des tableaux vivants et déclarait qu'il n'y avait d'immoralité que là où il n'y avait pas de belles formes.

Cependant nous n'avons aucune objection à maintenir que dans les conditions actuelles de la société et de la constitution anglaise, non seulement il n'y a aucun danger que le souverain résiste à la volonté populaire constitutionnellement exprimée et bien dessinée, mais que le système de responsabilité immédiate de l'exécutif envers les chambres, est d'un effet plus prompt et plus immédiat que l'irresponsabilité réelle du président au peuple des Etats-Unis, durant les quatre années de son mandat. L'exemple de Jackson, égarant par vengeance la banque nationale, et retenant dans les poches de son habit des bills auxquels il devait la sanction présidentielle, en sont des preuves assez convaincantes. — Quand en Angleterre, la majorité des communes s'est prononcée en faveur d'une mesure, le souverain et les fonds n'ont jamais tenu longtemps contre cette volonté.

On nous apprend que le Persan, qui a visité notre ville ces semaines dernières et a attiré l'attention par son costume national, s'est embarqué aujourd'hui sur le bateau de Laprairie, et qu'il était reconduit par ses compatriotes, qui lui témoignaient beaucoup de respect. Il paraît que ce Monsieur trouve notre climat trop froid, et que c'est ce qui l'engage à quitter le Canada.

Nous venons de recevoir la « Chronique Religieuse » d'un de vos correspondants, et regrettons de ne pouvoir la publier aujourd'hui faute de place. Elle ne perdra pas pour cela son actualité, et nous lui promettons l'insertion pour vendredi. En attendant, nous devons dire que notre Correspondant est un de ceux qui comprennent qu'un Rédacteur, malgré la meilleure volonté du monde, ne peut pas suffire seul à rédiger un journal. Chacun doit y mettre la main et pour cela lui envoyer des communications qui lui fassent connaître ce qui se passe dans les différentes parties du pays. Il n'est pas besoin pour cela d'un long travail ; lorsqu'on n'en a pas le loisir, qu'on nous envoie des notes avec un nom responsable, et nous en tirerons parti. — Nous reviendrons encore plus tard sur ce sujet.

On nous apprend que les « Sagamos Illustrés, » ouvrage dû à la plume de M. Maximilien Bibaud, sont maintenant en vente, et que le public jusqu'à présent paraît bien patroniser cette œuvre canadienne.

Blanc et Noir sont parvenus ; merci.

M. E. B., lettre reçue avec contenu. — L'accompagnement peut être fort utile. Merci du tout.